

LES FRANÇAIS FUIENT LE RWANDA



Plusieurs milliers de personnes ont commencé ce week-end à fuir les combats inter-ethniques qui ravagent depuis quatre jours Kigali, la capitale du Rwanda, et qui ont déjà fait des milliers de morts. Cinq cent vingt-cinq des six cents Français ont déjà réussi à être rapatriés par avion, ou par la route en franchissant la frontière avec le Burundi voisin.

PAGES 2 ET 3

BOSNIE

L'O.T.A.N. BOMBARD LES SERBES A GORAZDE

PAGE 7



DES NOUVELLES DE CABREL

Cinq jours après la victoire de « Sarrailh » sur « Pétain », Cabrel sort son nouveau album « Sarrailh sur la Terre » à Paris. Cabrel et Pétain. Des chansons qui ont le potentiel de nos succès américains, des paroles juste remarquablement.

PAGES 3-6 ET 22

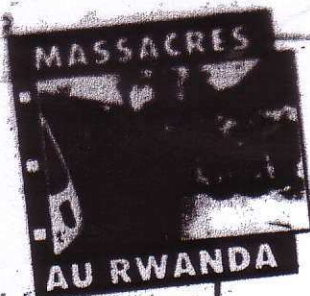
FOOTBALL

CANTONA ROI D'ANGLETERRE

PAGE 23



Félix Potin, on y revient



Des milliers

Fuyant l'enfer des combats interethniques qui ravagent depuis quatre jours Kigali, la capitale, et qui auraient déjà fait des milliers de morts, cinq cent vingt-cinq des six cents Français expatriés ont réussi hier à quitter le Rwanda. Une opération organisée par les parachutistes français dépêchés de Centrafrique.

ENCORE sous le choc des événements sanglants dont ils ont été témoins depuis jeudi dernier à Kigali, les premiers Français rapatriés du Rwanda sont arrivés hier soir peu avant minuit, à l'aéroport de Roissy, après une escale à Bangui, en Centrafrique, alors que les massacres interethniques se poursuivaient dans les quartiers populaires de la capitale rwandaise dont les rues sont jonchées de cadavres, selon la correspondante de l'A.F.P.

En dépit d'un cessez-le-feu officiellement conclu hier matin à Kigali entre les Forces armées rwandaises et les rebelles du Front patriotique rwandais et annoncé par le colonel Luc Marchal, patron des casques bleus belges déployés au Rwanda, les combats à l'arme lourde reprenaient dans l'après-midi derrière l'hôtel Meridien, à la périphérie de Kigali où les affrontements sporadiques à la grenade et à l'arme automatique n'avaient d'ailleurs jamais cessé.

« Ils se sont battus à la machette »

Selon plusieurs témoignages, les membres de la minorité

tutsie continuaient également à être pourchassés jusque dans leurs maisons par des Hutus et tués ou portés à l'arme blanche. Les massacres auraient même gagné plusieurs villes de province comme Bugusera, à une centaine de kilomètres au sud-est de Kigali. « Les gens se sont battus à la machette », racontait ainsi une jeune femme, Christine Deryck, en précisant avoir personnellement compté une quarantaine de morts dans les rues de la ville.

« Il y a trop de cadavres dans les rues. [...] Nos équipes ne peuvent s'occuper en priorité que des blessés et des vivants », soulignait pour sa part un responsable du Comité international de la Croix-Rouge en poste à Kigali, confirmant ainsi les premières évaluations faites vendredi soir par le C.I.C.R. qui avait fait état de « plusieurs milliers de

Regroupés à l'école française

C'est dans ce contexte de terreur que la France tentait hier, comme la Belgique (l'ancienne puissance coloniale) et les Etats-Unis, d'évacuer ses ressortissants ainsi que tous les étrangers souhaitant fuir l'enfer des combats. Dépêchés dès samedi matin de Centrafrique, les parachutistes des 3^e et

8^e R.P.I.Ma sont ainsi « allés chercher les gens chez eux » et les ont regroupés sous bonne garde à l'école française de

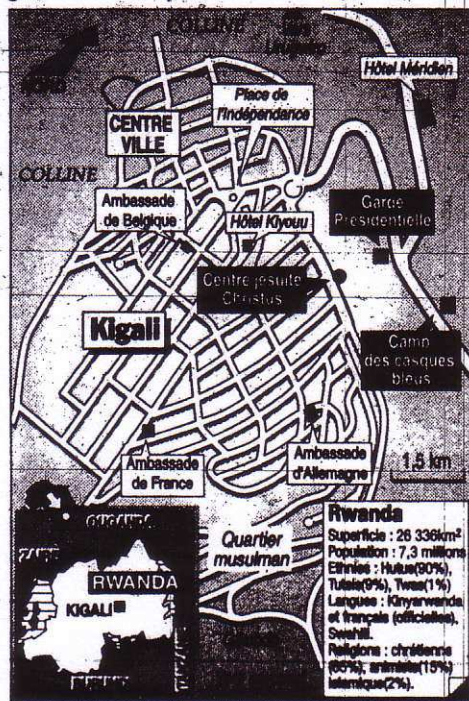
Kigali, avant de les évacuer vers l'aéroport. Ils ont vécu des journées d'angoisse « terrés chez eux, sans téléphone ni

électricité, au milieu des tirs », confiait le directeur de l'école, Alain Pierron.

« On peut être optimiste et tirer un grand coup de champagne à nos compatriotes qui ont fait preuve depuis trois jours d'un grand sang-froid et de beaucoup de courage », soulignait hier, midi à Paris, le ministre de la Coopération Michel Roussin, en espérant que la totalité de nos ressortissants pourraient être évacués sans encombre.

« Nous avons plus de cinq cents personnes sur place et cinq avions de transport militaires, expliquait le ministre. Avec ces moyens, nous pensons que nos six cents compatriotes pourront être totalement évacués dans la journée. »

De fait, le Quai d'Orsay faisait savoir dans la soirée qu'au total, 525 Français avaient déjà quitté effectivement le Rwanda » par route ou par avion vers Bangui ou Bujumbura, au Burundi voisin. Les parachutistes français ont même réussi à aller chercher et à sauver 88 enfants à l'orphelinat de Massaka, dont certains devraient être adoptés par des familles françaises.



« C'est un véritable génocide »

JOURNALISTE à Radio France internationale et spécialiste du Rwanda, dont elle est originaire, Madeleine Mukamabano analyse l'actuel déchaînement de violence à Kigali qui, selon elle, ne s'apparente pas uniquement à un conflit ethnique même si les Hutus se livrent à

des massacres à l'encontre de la minorité tutsie.

— Quel différend oppose les ethnies hutus (largement majoritaires au Rwanda) et tutsies ?

Madeleine Mukamabano. — Ce qui se passe à Kigali n'est pas du tout un conflit ethnique. Certes, la garde prési-

dentielle et les milices comme le Comité de défense de la République — qui sont composées à 100 % de Hutus — se livrent à des massacres à l'encontre de la minorité tutsie, mais ils tuent aussi des personnalités politiques hutues comme le Premier ministre et tous les chefs des partis de l'opposition qui s'étaient ral-

liés à l'idée d'un gouvernement d'union nationale. Ils tuent en réalité tous ceux qui œuvraient pour l'ouverture politique du pays et le partage du pouvoir. C'est l'occasion pour eux d'éliminer tous les partisans de la démocratie et de liquider définitivement, dans la foulée, tous les Tutsis, en commettant un véritable génocide.

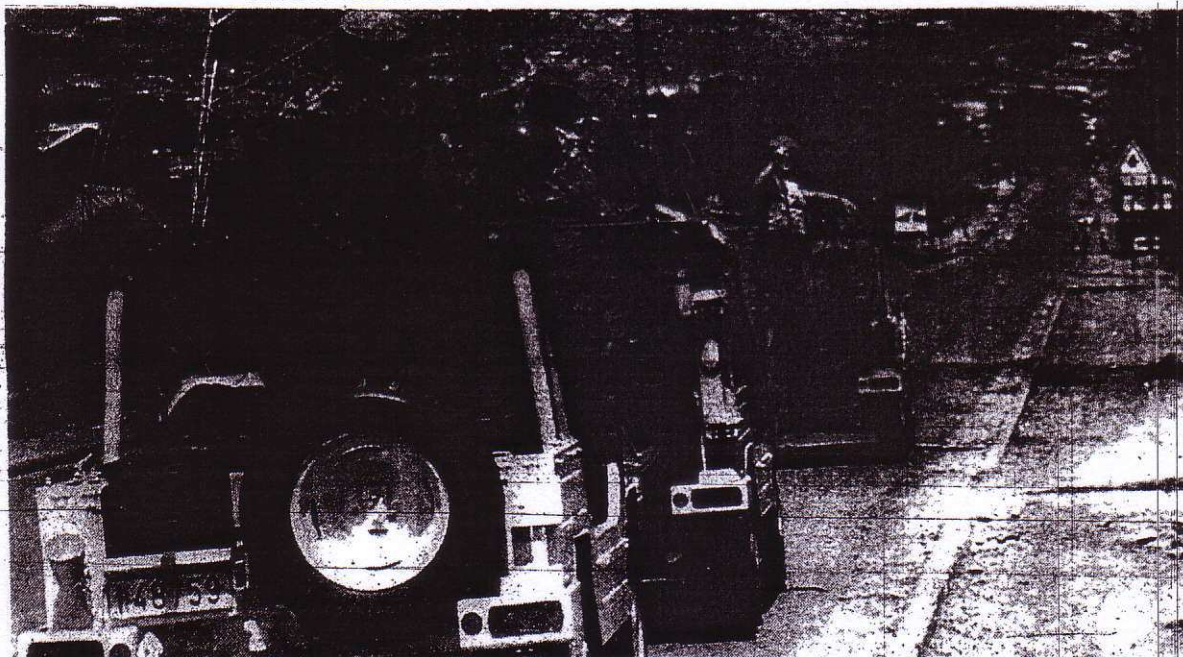
— Que représente le Front patriotique rwandais (F.P.R.) dont les troupes marchent actuellement sur la capitale ?

— Le F.P.R. qui est une organisation multi-ethnique même si son président est un Hutu, disposerait de 10 000 à 20 000 hommes. A l'inverse du nouveau gouvernement qui vient de s'autoproclamer à Kigali et qui est composé des membres les plus extrémistes de l'ex-parti unique, les rebelles du F.P.R. souhaitent toujours l'application des accords de paix signés en août dernier à Arusha, en Tanzanie, avec le pouvoir. Ils ont décidé de marcher sur Kigali pour ne pas laisser les populations civiles se faire massacrer en se croisant les bras comme l'ont fait l'armée rwandaise ou les casques bleus de la Minuar (Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda) qui n'ont pas bougé.

— La passivité des 2 500 casques bleus présents au Rwanda face aux massacres a choqué l'opinion publique...

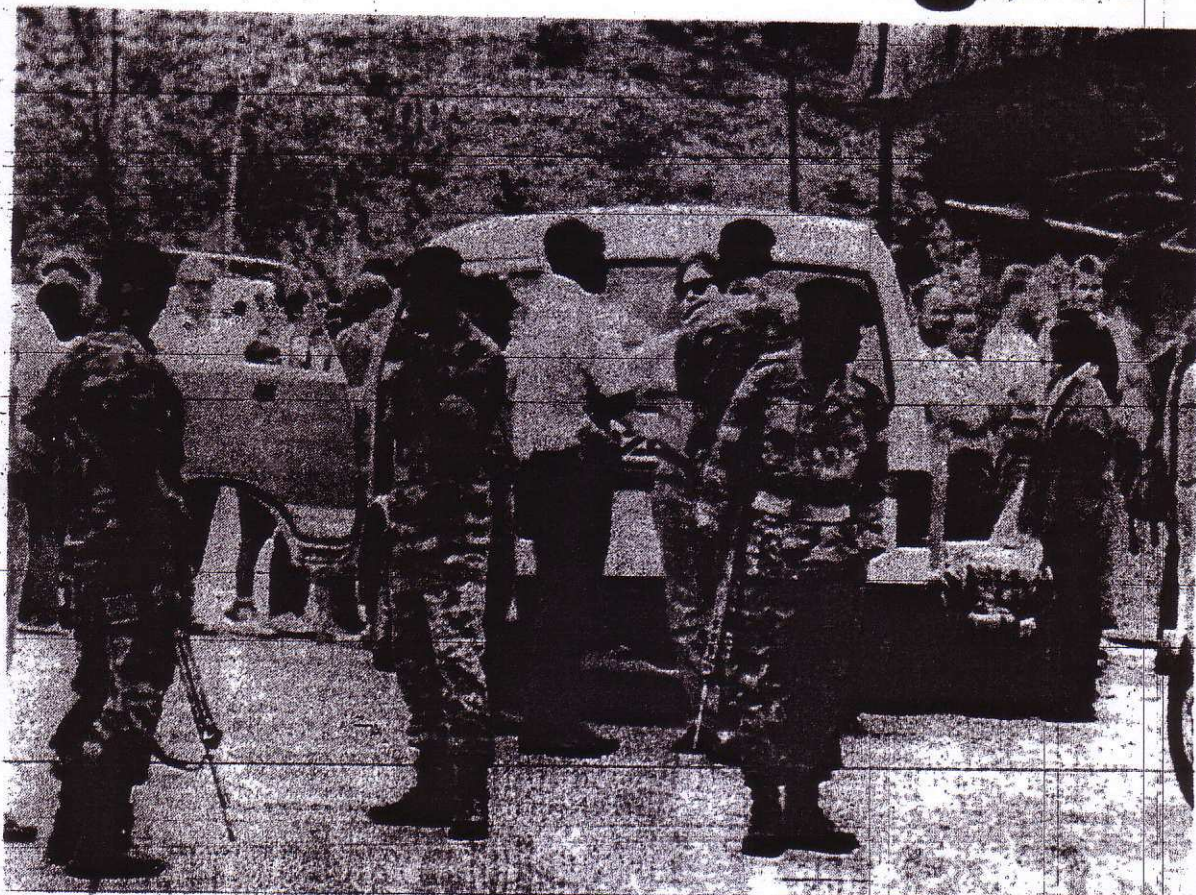
— C'est vrai, mais que pouvaient-ils faire ? On a tué une dizaine de casques bleus belges qui tentaient, en vain, de protéger le Premier ministre. C'est comme en Bosnie, les casques bleus sont aussi désarmés et impuissants et le resteront tant que leur mission d'interposition ne sera pas redéfinie. Hier, la Minuar a cependant réussi à négocier un cessez-le-feu à Kigali.

Propos recueillis par Bruno Funecchi



Aux côtés des forces gouvernementales, les casques bleus patrouillent ce week-end dans les faubourgs de Kigali, la capitale du Rwanda, où se sont déroulés de nombreux massacres. (Photo A.F.P.)

de morts à Kigali



Les militaires rwandais contrôlent le passage des Occidentaux, nombreux à fuir le pays par la route, à un poste-frontière entre le Rwanda et le Burundi. Partis de Kigali, les massacres interethniques auraient en effet gagné plusieurs villes de l'intérieur. (Photo A.F.P.)

De retour à Paris cette nuit des Français témoignent

EVELYNE embrasse ses deux fils Philippe et Rémy dans le pavillon d'honneur de Roissy. Ils sont rentrés hier soir comme quarante et un autres Français peu avant minuit par le vol régulier d'Air Afrique en provenance de Bangui. « Ils ont vécu ces derniers jours dans le couloir de la maison d'une voisine française à Kigali, raconte-t-elle, pour se préserver des émeutes. Mon mari est militaire, il travaille à l'ambassade, et il est resté là-bas. Je voulais le rejoindre, mais toutes les liaisons ont été suspendues. »

Roselyne sert dans ses bras la petite Anne, dix-huit mois. Elle l'a adoptée dans un orphelinat du Rwanda où elle est installée avec son époux coopérant depuis un an et demi. « J'ai eu quelques craintes pour les papiers de mon bébé, mais les autorités françaises ont été parfaites à Bangui. »

Dans la petite communauté de rapatriés, les femmes sont majoritaires. Certaines venaient de se rendre au Rwanda, pour adopter un enfant. « Nous

avons été transférés par camion à l'aéroport de Kigali, escortés par les parachutistes, témoigne l'une d'entre elles. Les trois quarts d'heure de ce trajet ont été très longs. Nous étions couchés dans les véhicules, entendant des tirs. »

« Le pays compte beaucoup d'orphelins et les religieux qui s'occupent d'eux ont été formidables, témoigne Thérèse Pu-

jol, du ministère de la Coopération. Nous avons pu notamment rapatrier à Bangui les quatre-vingt-huit gosses de l'orphelinat de Massaka grâce aux militaires et une religieuse admirable, sœur Edith. »

Partout des tirs de mortier

Hélène Maurin avait rejoint il y a quinze jours son mari,

lieutenant-colonel en poste à Kigali, pour y passer des vacances avec sa belle-mère. « Nous n'avons pas été menacés directement, mais nous avons entendu de nombreux tirs de mortiers autour de notre maison, précise M^{me} Maurin. Quand ça raïalait trop, nous mettions dans les placards. Nous avons vu de nombreuses scènes de pillage

et nous craignons que les rebelles pénètrent dans nos habitations. »

« Nous étions inquiets, mais l'arrivée des bérets rouges nous a totalement rassurés », complète sa belle-mère.

Tous soulignent l'efficacité de l'armée française dans les transferts. Le ministre de la Coopération, Michel Rousseau, a pris le relais hier soir, accueillant à Paris les premiers Français de retour du Rwanda. Les derniers devraient arriver mardi matin vers 5 heures.

Si la joie dominait hier au salon d'honneur, trois familles ne masquaient pas leur chagrin. Celles des trois membres d'équipage français du Falcon présidentiel abattu mercredi soir à Kigali et où sont morts les présidents du Rwanda et du Burundi. Leurs épouses étaient installées dans la capitale rwandaise avec eux et sont arrivées à Roissy hier en laissant derrière elles les corps de leurs époux qui n'ont pas été encore rapatriés.

Philippe Luroe

2 500 casques bleus impuissants

LA Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar), dont dix casques bleus de nationalité belge ont été tués jeudi, a été créée le 5 octobre 1993 pour superviser le processus de transition dans ce petit pays d'Afrique noire avant des élections générales prévues en 1995.

Initialement fixé à six mois, son mandat a été prorogé de quatre mois mercredi. Le Conseil de sécurité a alors souligné que l'absence de

mise en place des institutions de transition constituait « un obstacle majeur pour la mise en œuvre de l'accord de paix d'Arusha ».

Cet accord, signé en août 1993 entre le gouvernement et le Front patriotique rwandais (F.P.R.) en conflit armé depuis octobre 1990, prévoyait la mise en place d'un gouvernement à base élargie et d'une Assemblée nationale, pendant une période de transition de deux ans, avant l'installation d'un gouverne-

ment démocratiquement élu. Forte de 2 500 militaires fournis par vingt-quatre pays et commandée par le général canadien Roméo Dallaire, la Minuar avait également pour rôle de superviser le cessez-le-feu et de s'interposer entre l'armée gouvernementale et les rebelles du F.P.R. Ouvertement pris pour cible depuis l'assassinat du président rwandais, les casques bleus ont été impuissants à arrêter les massacres qui ravagent Kigali la capitale.

Les précédents

LE RWANDA, où les violences qui ont suivi la mort des présidents rwandais et burundais auraient fait plusieurs milliers de morts dans la capitale Kigali, selon le C.I.C.R., est, depuis une trentaine d'années, le théâtre de massacres interethniques entre Hutus (majoritaires) et Tutsis.

► **En novembre 1959**, la rivalité historique entre les deux principales ethnies du Rwanda éclate au grand jour : les paysans hutus se révoltent contre leurs anciens seigneurs féodaux tutsis, dont plusieurs milliers sont massacrés.

► **Fin 1963**, un an et demi après l'indépendance du Rwanda (juillet 1962), qui voit l'accession au pouvoir des Hutus, des Tutsis venus principalement du Burundi multiplient les raids en direction de Kigali. La répression fera entre 10 000 et 20 000 victimes chez les Tutsis, selon les sources, suivie d'un exode massif de Tutsis (plus de 100 000) vers le Burundi.

► **Dix ans plus tard**, entre décembre 1972 et février 1973, des élèves et des étudiants hutus attaquent dans plusieurs établissements leurs collègues tutsis, à qui ils reprochent d'être trop nombreux. Il s'ensuit de nouveaux massacres de Tutsis, qui font quelque 300 morts.

► **En octobre 1990**, 1 500 rebelles tutsis du Front patriotique rwandais (F.P.R.), venus du Burundi, déclenchent une offensive contre le régime du président Juvénal Habyarimana, qui marque le début de la guerre civile dans ce pays. Selon des réfugiés, plusieurs milliers de civils d'origine tutsie sont massacrés de façon systématique par l'armée dans le nord du pays. Le président rwandais dément.

► **Début 1991**, plus de 1 200 Bagogwe, ethnies apparentées aux Tutsis, sont tués dans le nord-ouest du pays lors d'opérations de représailles par des milices populaires armées, affirme le F.P.R. Un rapport de deux avocats belges, publié en février 1992, évalue le bilan des violences entre 1 000 et 1 500 morts.

► **En mars 1992**, dans la région de Bugesera, des Hutus mènent des attaques contre des Tutsis. Bilan : plus de 300 morts, Tutsis en majorité.

► **Début 1993**, 300 civils, essentiellement tutsis, sont tués par des militants hutus dans le nord du pays. A la suite de ces massacres, les combats redoublent entre la guérilla du F.P.R. et les forces gouvernementales, provoquant la fuite de plusieurs centaines de milliers de réfugiés.